

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 141 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2854 - Prix : 1€

RIP : un miroir aux
alouettes *Page 3*

Crise sanitaire : l'État
veut cacher sa faillite
Page 5

Vie chère : ceux qui
paient, ceux qui
profitent
Page 7

Caisse d'allocations
familiales : offensive
contre les pauvres
Page 8

Dans les entreprises

Salaisons de Bourbon:
travailleurs en grève

Derichebourg : la
grève, c'est l'arme des
travailleurs !
Page 9

Mayotte

Opération
Wuhambushu :
Darmanin le m'as-tu
« vu en boucher »
français!
Pages 12

Derrière la fausse démocratie, la vraie dictature capitaliste



Derrière le paravent démocratique, le règne de la bourgeoisie

Après le feu vert du Conseil constitutionnel, Macron s'est empressé de promulguer la loi, samedi à 3h26 du matin. Et lundi soir, aux JT de 20h, il a essayé de tourner définitivement la page.

Avec la même arrogance et les mêmes mensonges, il a justifié d'imposer deux ans de travail ferme pour tous les travailleurs. En guise de baume apaisant, on a eu droit à des paroles en l'air sur les salaires et le pouvoir d'achat.

Ce cinéma était grossier et inutile, car Macron n'est plus le seul à décider sur cette affaire des retraites : des millions de travailleurs se sont exprimés et battus contre cette attaque et ils n'ont aucune raison, eux, de tourner la page.

Ce n'est pas parce qu'une loi est promulguée qu'elle n'est plus à contester ! Et puisque la mobilisation pose problème à Macron, eh bien, il faut continuer et ajouter nos revendications sur l'augmentation et l'indexation des salaires !

Le gouvernement explique que la loi a terminé son « cheminement démocratique ». Eh oui, pour lui, la démocratie, c'est faire voter une loi concernant des millions de travailleurs à 577 députés, même quand elle est rejetée par les premiers concernés à la quasi-unanimité ! Et quand il craint que la loi ne passe pas à l'Assemblée, il sort le bazooka du 49.3 pour éviter le vote. C'est autorisé par la Constitution, alors, c'est forcément démocratique !

Ultime étape de légitimité, la loi passe ensuite devant le Conseil constitutionnel. Neuf membres, pompeusement appelés « sages », sont censés garantir que tout a été fait selon les règles de l'art démocratique. Parmi eux, on ne compte, bien sûr, aucun ouvrier, aucune aide à domicile ou aide-soignante, aucun magasinier ou chauffeur... mais d'anciens premiers ministres comme Fabius et Juppé, des hauts fonctionnaires et des énarques, tous serviteurs fidèles de l'ordre bourgeois...

Alors, voilà, pour tous ces gens-là, la démocratie, c'est tout ce que l'on veut, sauf tenir compte de ce que demande l'immense majorité de la population !

Il n'y a qu'une conclusion à tirer de cela : c'est que l'appareil d'État dans son ensemble, le gouvernement, le Parlement, le Conseil constitutionnel, appuyés, bien sûr, sur les forces de répression, sont conçus non pas pour refléter l'avis du monde du travail et servir le peuple, mais pour servir les intérêts de la minorité capitaliste qui tire toutes les ficelles.

La grande bourgeoisie, au premier rang de laquelle trônent des milliardaires tels que Bernard Arnault ou Françoise Meyers-Bettencourt, domine toute l'économie au travers de la propriété privée des entreprises, des banques, des réseaux de distribution. Ce faisant, elle régent la vie sociale, l'imprègne de ses valeurs et de ses intérêts. Pour faire tourner son système politique, elle dispose de hauts fonctionnaires et de politiciens totalement dévoués et, la plupart du temps, issus de ses rangs.

Même parmi les opposants à Macron, que ce soit Le Pen ou Mélenchon, personne n'imagine d'autre horizon que cette société d'exploitation et de classes sociales où les intérêts des financiers et des industriels s'imposent à toute la société.

Le Pen promet, si elle est élue en 2027, de revenir sur les 64 ans. Mais aucun des partis d'opposition n'est jamais revenu sur aucune des réformes précédentes malgré leurs promesses, et Le Pen est une politicienne aussi attachée et dévouée au monde bourgeois que les autres.

Quant à la proposition de Mélenchon de passer à la 6ème République, elle ne changerait rien au problème de fond, c'est-à-dire la nécessité de contester le pouvoir de la bourgeoisie et de ses milliards sur nos vies, sur la société et l'avenir de l'humanité.

Avec la lutte en cours, beaucoup de travailleurs ont réalisé que, derrière la morgue de Macron, il y a la volonté et les intérêts de la bourgeoisie de reprendre le plus de droits possible aux travailleurs. Ils ont réalisé ce qu'était la lutte des classes. C'est cette conscience qu'il faut approfondir et propager.

Comprendre qui sont nos véritables ennemis est d'autant plus nécessaire que les combats les plus durs sont devant nous. Avec l'explosion des prix, l'intensification de l'exploitation et la précarité, les travailleurs paient déjà le prix d'un capitalisme à bout de souffle. La concurrence féroce entre les grands trusts les pousse à intensifier la guerre sociale contre les travailleurs et peut mener à une véritable guerre généralisée. La guerre en Ukraine et les guerres sans fin au Moyen-Orient ou en Afrique doivent servir de signal d'alarme.

Alors, au cours de ces trois mois, nous avons réappris à discuter, à nous organiser et à riposter. Nous avons exercé notre force de travailleurs. À cette force, il faut ajouter toujours plus de conscience pour se fixer le seul objectif qui vaille : le renversement de tout l'ordre social bourgeois.

Nathalie Arthaud

Conseil constitutionnel : des sages ? Où ça ?

Le Conseil constitutionnel a rendu son verdict : il a validé le texte gouvernemental sur les 64 ans. Il a fait le travail pour lequel il a été créé : défendre les intérêts des classes dominantes. Le Conseil constitutionnel n'a rien du juge impartial que présentent les médias. Ses neuf membres, nommés par le président de la République et par ceux de la Chambre des députés et du Sénat, ont tout le loisir de rendre des arrêts conformes aux intérêts de la bourgeoisie et des coteries politiques qui la représentent, voire de leurs propres préjugés.

Quelques décisions suffisent à rappeler ce rôle du Conseil. En 1982,

sous Mitterrand, il annula une loi pourtant bien timide sur la parité, arguant que le principe d'égalité ne permettait pas de différencier les citoyens en fonction de leur sexe.

En 1995, il valida les comptes de campagne présidentielle de Jacques Chirac et d'Édouard Balladur pourtant entachés de multiples irrégularités. Mais il ne fallait pas révéler la fraude au grand public.

En 2012, c'était la taxe de 75 % touchant les 1 500 personnes ayant un revenu d'activité excédant un million d'euros, la taxation exceptionnelle de solidarité promise dans sa campagne par François Hollande, qui

était renvoyée aux oubliettes.

La Constitution est bonne fille, elle permet de justifier tout et son contraire, et les membres du Conseil ne s'en privent pas. Ils participent d'un ensemble d'institutions et d'articles de loi, comme le désormais célèbre 49.3, permettant au président de gouverner dans l'intérêt de la bourgeoisie, en passant outre l'avis de la population et même celui des députés, fussent-ils de son camp. Sous le règne de la bourgeoisie, le mot de démocratie prend un sens vraiment capital.

RIP : un miroir aux alouettes

Vendredi 14 avril, le Conseil constitutionnel a également rejeté la première demande de référendum d'initiative partagée (RIP). Une autre demande sera examinée le 3 mai.

Alors que le mouvement continue sans que cela soit au point de faire reculer le gouvernement, et alors que les sondages ont montré une écrasante majorité de la population hostile à la réforme des retraites, les dirigeants de la gauche font miroiter l'illusion d'une victoire par un référendum sur la réforme des retraites. Un tel vote ne refléterait-il pas l'opposition écrasante de la population à cette attaque ? Le gouvernement ne serait-il pas obligé d'en tenir compte ?

Le passé, notamment le référendum de 2004 sur la Constitution européenne, a montré qu'un « non » dans les urnes peut être traduit en un « oui » par le gouvernement. Cela peut être vrai à plus forte raison pour une réforme qui fait partie des attaques importantes contre les travailleurs, dans un contexte de crise aggravée du capitalisme.

Dans le référendum d'initiative partagée comme dans bien d'autres

votes, les délais (près d'un an de procédure), les obstacles, la mise à l'écart d'une partie du monde du travail privée de droit de vote faute d'avoir la nationalité française, tout est fait pour diluer la colère. Même la question posée peut être choisie par le gouvernement pour faire accepter son choix.

En cas de victoire du non à un éventuel référendum sur les retraites, le gouvernement aurait aussi bien des moyens de se soustraire à la décision. Sa politique et les choix du grand pa-

tronat derrière lui reflètent les intérêts de la grande bourgeoisie et peuvent être conditionnés par le rapport de force avec le monde du travail. C'est bien pourquoi la grève et les mobilisations, l'organisation des travailleurs pour faire entendre leurs intérêts comptent bien plus que n'importe quel référendum.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**PLACE PAUL VERGÈS SAINT-DENIS
SAMEDI 22 AVRIL de 10H30 à 15H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 23 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 28 AVRIL de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 29 AVRIL de 8H30 à 10H00**

Macron stratégie : petite politique et grandes manœuvres

Le 8 avril, au retour de son déplacement en Chine, Macron a livré à la presse sa conception de « *l'autonomie stratégique européenne* ». Il s'agit de rien de moins que de constituer l'Union européenne en troisième pôle, capable de s'imposer entre la Chine et les États-Unis.

S'affirmant « *allié des États-Unis, mais pas aligné* », Macron évoque la concurrence économique généralisée et la nécessité de passer à une économie de guerre. Il plaide donc pour une intégration plus poussée de l'industrie militaire européenne et pour des mesures capables de faire rester en Europe les capitalistes attirés par les subventions américaines. Sa contre le roi-dollar et le grand frère américain est essentiellement verbale. On a d'ailleurs pu très vite mesurer ce que valent les prétentions de Macron. À peine l'avion présidentiel français avait-il décollé de Canton, à peine l'écho de ses discours était-il éteint, la marine chinoise faisait route vers Taïwan...

Les propos du président français sur la défense européenne et l'intégration de l'industrie d'armement sont tout aussi vides. Chaque État européen réserve ses crédits militaires à ses industriels nationaux. Les fabrications communes, dans l'aviation, les blindés ou le maritime sont à



l'état de projets depuis des années, si ce n'est des décennies. Les bourgeois européennes, calfeutrées derrière leurs États nationaux, sont incapables d'unifier le continent. Le président français le sait bien d'ailleurs, qui veut consacrer 413 milliards d'euros à l'armée nationale dans les cinq ans qui viennent, sans un regard, un sou ou une cartouche vers une fantomatique armée européenne.

La mise en scène de Macron et ses déclarations sont peut-être un geste en direction de la Chine, un remerciement pour les marchés conclus ou une promesse pour de futurs ac-

cords, mais elles sont quasiment sans conséquence dans les rapports de force mondiaux. Les postures de ce président pourraient prêter à sourire. Mais la montée du militarisme, la mise en place d'une économie de guerre, les tensions croissantes sur la scène internationale sont bien réelles. Sous son gouvernement, l'État prépare l'armée, l'industrie et l'opinion à un conflit généralisé, dans lequel le petit impérialisme français seconderait le grand impérialisme américain. Aux travailleurs de ne pas se laisser embrigader !

Police : Darmanin couvre les violences

Le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin persiste et signe : pour lui il n'y a pas de violences policières. Et pour faire taire toute critique à l'égard de la police, il est allé jusqu'à menacer à mots couverts de priver de subventions publiques la Ligue des droits de l'homme (LDH), pour avoir dénoncé « un usage immodéré » de la force à Sainte-Soline.

Ce message du ministre était clair : il couvrira toutes les exactions des policiers, les assurant d'un soutien sans faille. Ces dernières semaines, ces violences se sont multipliées. À Sainte-Soline, la gendarmerie a fait usage de près de

5 000 grenades classées armes de guerre deuxième catégorie, dont les grenades GLM2 qui peuvent blesser grièvement et même tuer. Un manifestant est d'ailleurs encore entre la vie et la mort. Les plaintes pour arrestations arbitraires ou violences se sont multipliées. La Défenseure des droits a ainsi été saisie déjà cent fois : cela va du SDF qui a été roué de coups au jeune sur lequel un motard de la BRAV-M a roulé, en passant par les violences de Sainte-Soline. S'en prendre à ceux qui dénoncent ces violences revient à donner un chèque en blanc aux policiers.

Cette violence et les arrestations

arbitraires ne sont pas des bavures individuelles. Elles sont le résultat d'une politique qui cherche à intimider les manifestants.

Loin d'atteindre son objectif, cette politique alimente la colère. La manifestation du 6 avril contre la réforme des retraites était tout aussi déterminée que les précédentes et de tout nouveaux manifestants sont venus en renforcer les rangs, montrant s'il en besoin qu'ils ne se sentent pas effrayés, à l'image de ces jeunes qui avaient sur leur pancarte : « Parfois en garde à vue, jamais au garde à vous ! »

Élections sénatoriales en vue : certains en bavent déjà !

Lors du débat sur la réforme des retraites, les sénateurs et sénatrices de La Réunion s'étaient illustrés par leur unanimité à voter sans sourciller pour le report de l'âge la retraite à 64 ans.

Et foin de la situation des retraités de La Réunion qui déjà aujourd'hui galèrent avec des retraites de misère pour cause de salaires insuffisants et de carrières hâchées ! Ils devront travailler deux ans de plus pour avoir droit à une retraite pleine... alors que

les patrons ne veulent plus entendre parler d'embauches au-delà de 50 ans !

Ces quatre privilégiés s'apprêtent à rempiler à l'occasion des prochaines élections sénatoriales qui se tiendront en septembre prochain. Faut dire qu'être payé à ne rien faire, c'est un bon plan !

La réussite de l'entreprise ne sera pourtant pas si aisée, car leur positionnement sur les retraites leur a attiré quelques hostilités à gauche... où

les candidats sont déjà sur les rangs pour aller à la soupe !

La lutte des places, voilà ce qui mobilise politiciens de droite et de gauche.

Nous, travailleurs, avons tout intérêt à nous mobiliser pour mener la lutte de classe contre le patronat et tous les politiciens à son service !

Crise sanitaire : l'État veut cacher sa faillite

L'audit réalisé par l'Inspection générale des affaires sociales sur la gestion par l'État de l'épidémie de Covid-19 vient seulement d'être publié mercredi 5 avril.

Au vu de ses conclusions, on comprend pourquoi le gouvernement ne voulait pas que soit dévoilé cet audit. Il était tellement accablant que le ministère de la Santé avait refusé de le communiquer à des journalistes du Parisien. Il a fallu une décision du tribunal administratif de Paris pour finalement l'y contraindre.

Ce rapport met en particulier en lumière l'existence de nombreuses structures au sommet de l'État qui ont été incapables de se coordonner et d'intervenir efficacement, en particulier dans la première phase de la crise sanitaire. L'absence de gestion d'ensemble a fait qu'aucun membre du personnel, aux différents niveaux de la hiérarchie, ne savait ce qu'il avait à faire, si bien que certaines tâches se faisaient en doublon et d'autres étaient oubliées. C'est ainsi que les 611 000 résidents en Ehpad ont été oubliés pendant les premières semaines du confinement. Le personnel des Ehpad a reçu jusqu'à 35 recommandations en deux mois, très souvent contradictoires et pour beaucoup inapplicables.

Après les recommandations de l'OMS, la question des masques est devenue centrale. L'absence de coordination entre Santé publique France



et la cellule logistique ministérielle nouvellement créée a été en partie à l'origine des retards dans leurs livraisons. Une des structures a décidé, par exemple, la mise en place d'une voie maritime pour l'acheminement des masques, ce qui n'est devenu réalité que plusieurs semaines après. Pendant ce temps, la pénurie de masques régnait pour la population et dans les hôpitaux les soignants risquaient leur vie.

Par contre, il n'y a eu aucun problème pour subventionner les entreprises et mettre en place le financement du chômage partiel. Les canaux qui déversent des subventions aux entreprises étaient déjà en place. Aucun problème non plus pour asséner des leçons de morale

sanitaire, pour restreindre les contacts familiaux, interdire les moments de convivialité, multiplier les contrôles et faire pleuvoir les amendes. L'arsenal médiatique et répressif était déjà fonctionnel.

Alors que l'appareil d'État était submergé par l'épidémie, pour reprendre une expression de l'audit, les aides-soignantes, les infirmières, les brancardiers et l'ensemble du personnel ont été capables de faire face et de s'organiser dans les hôpitaux et dans les Ehpad. Les travailleurs font tourner la société. S'ils la dirigeaient, tout marcherait beaucoup mieux !

De la naissance à la mort : le capitalisme, c'est le mépris des pauvres et les soins attentionnés pour les plus riches

« À La Réunion les structures pour personnes âgées sont souvent inabordables financièrement pour une population âgée peu solvable et qui est trois à quatre fois plus touchée par la pauvreté qu'en métropole », voilà ce qu'écrit *Le Quotidien* dans un article paru le 18 avril titré « Le boom de l'emploi à domicile ».

Eh oui une grande partie des gramounes confrontés aux problèmes de santé, voire au handicap, n'a pas les moyens de recourir aux prestations des Ehpad privés, hors de prix, faute d'Ehpad publics à prix abordables et en nombre suffisant, ou à celles des entreprises de la « Sylver Economy ».

my ».

C'est pourquoi ils ont recours aux emplois à domicile beaucoup moins onéreux, mais bien souvent sans aides de l'État pour rendre leur hébergement plus digne et lutter contre leur isolement.

Il existe cependant à La Réunion une fraction de la population qui dispose de revenus confortables. C'est ce « marché » que visent les requins de la Sylver Economy qui, avec l'aide de la chambre de commerce, ont décidé d'organiser le 19 avril une rencontre destinée à présenter leurs « innovations et projets pour accompagner la transition démographique » !

Quelle inflation de mots ronflants pour permettre à ces requins avides de développer une niche d'activité nouvelle pour faire un maximum de profits !

Ainsi même jusque dans les derniers instants de la vie, pauvres et riches continuent à être traités sur un pied d'inégalité et l'État, prétendument au service de tous, se contente du minimum pour assister les moins bien lotis tandis qu'il laisse aux capitalistes toute liberté pour racketter les autres.

Entreprises : vague de faillites

La Banque de France a enregistré 45 120 défaillances d'entreprises sur les douze derniers mois dans le pays. Pendant le Covid, le nombre des faillites était descendu au plus bas grâce aux aides étatiques. Depuis six mois, il ne fait que monter.

Le chiffre global de la Banque de France, relayé par l'ensemble des médias, englobe toutes les entreprises y compris les plus petites, les micro-entreprises, et celles répertoriées comme « de taille indéterminée ». Quand on écarte toutes celles dont le patron est en réalité le seul salarié, et qu'on regarde l'évolution du nombre de faillites pour les entreprises plus importantes, les chiffres sont encore plus frappants. Le nombre de faillites est désormais nettement supérieur à celui d'avant le Covid.

Les secteurs les plus concernés sont l'hôtellerie, la restauration, le commerce et l'industrie. Il y a des noms connus : ceux des chaînes de magasins comme Camaïeu, Kookaï et Go Sport, de l'alimentaire comme Place du Marché (ex-Toupargel), de la sidérurgie comme Vallourec, qui a fermé plusieurs sites en France, des télécoms comme Scopelec, sous-traitant d'Orange, ou du matériel médical comme Carelide. À chaque fois,

des centaines de personnes ont perdu leur emploi.

Le mouvement risque de s'accélérer. D'un côté, les prix de l'énergie et de nombreuses matières premières sont très élevés, et de l'autre, à cause de l'inflation, le pouvoir d'achat de l'immense majorité de la population fond de mois en mois. Et puis, la plupart des entreprises qui ont eu droit à des prêts garantis par l'État durant la pandémie ont à peine commencé à les rembourser. Or, à cause de la hausse des taux d'intérêt des banques, les entreprises en difficulté vont avoir de plus en

plus de mal à se refinancer.

Au-dessus de tout cela, il y a les grands trusts, contrôlés par la grande bourgeoisie, qui ferment des sites ou poussent des fournisseurs et des sous-traitants à le faire. Les plus petites entreprises sont ensuite touchées en cascade. C'est avec ces méthodes que ces grands groupes augmentent leur compétitivité pour mener leur guerre commerciale à l'échelle internationale. Cela leur rapporte énormément : on sait que les groupes du CAC 40 ont annoncé des profits record. Mais c'est tout le reste de la société qui le paye.



Des aides, toujours des aides...

Pour faire face au coût de transport maritime qui ne cesserait d'augmenter depuis la crise Covid, les petites entreprises de La Réunion, par le biais de leur organisation patronale, l'ORTPE, demandent à la Région de plafonner la taxe régionale de l'octroi de mer à son niveau de 2018.

Le président de l'ORTPE, Younous Amode-Adame évoque « *les catastrophes économiques qui s'enchaînent (...) provoquant la pénurie de matériaux et une inflation généralisée* », voudrait « *revenir à des coûts abordables* ». Une demande ne suffisant pas, il sollicite également une aide financière sur les matières premières pour la « *survie* » des entreprises.

Il est fort probable qu'ils aient une oreille favorable de la Région car en la matière les patrons petits et grands sont bien gâtés : aide à l'investissement, «fonds de Sauvegarde», «Plan de Relance Régional», fonds européens du Feder (gérés par la Région), etc.

Mais une fois les sous empochés, ce n'est pas pour autant que les prix



baissent pour les consommateurs, que les emplois sont maintenus, que les salaires augmentent.

En revanche, pour les travailleurs qui voient leur pouvoir d'achat dégringoler de façon vertigineuse, il n'y a rien ou presque. Tout au plus une ristourne sur le prix de la bouteille de gaz pour son maintien à 15 euros qui prendra fin le 30 juin.

Dans cette crise capitaliste qui appauvrit des milliers de travailleurs

et ruine des petits artisans ou commerçants, les gros capitalistes eux, profitent.

L'armateur CMA-CGM a fait un profit record de plus de 23 milliards d'euros en 2022. TotalEnergies a réalisé près de 36 milliards de bénéfices la même année. Les 40 plus grandes entreprises de France, 140 milliards....

Il faut faire payer les profiteurs de la crise !

Vie chère : ceux qui paient, ceux qui profitent

Depuis plusieurs semaines, les patrons de Leclerc et Système U multiplient les interventions dans les médias. Ils proclament haut et fort défendre les intérêts des consommateurs contre les industriels fauteurs de vie chère.

Tout cela est du bluff car la réalité est que l'inflation, contrairement aux mensonges des uns et des autres, profite à plein aux industriels comme à la grande distribution. Avec des prix alimentaires en hausse en moyenne de 17 % sur un an à fin mars, les consommateurs voient leur pouvoir d'achat brutalement amputé. Ils doivent dépenser plus tout en achetant moins, tandis que les industriels et les distributeurs encaissent les bénéfices. Le bénéfice par action de Nestlé a augmenté de 9,2 % en 2022. Les profits d'Unilever (Amora, Carte d'Or, Signal, Knorr, Lipton...) ont monté de 25 %. Quant à Procter,

autre géant industriel avec des marques comme Gillette, Pampers, Mr Propre, Ariel ou Oral B, il a pu gratifier ses actionnaires de 19 milliards d'euros de dividendes sur un chiffre d'affaires de 80 milliards.

Pour gagner plus, ces industriels n'hésitent pas à diminuer le poids d'un certain nombre de produits sans modifier le prix. Comme exemples, le magazine *Challenges* cite l'eau gazeuse Vichy Célestins, qui ôte 10 centilitres à certaines de ses bouteilles, ce qui équivaut à une augmentation de 28 % au litre ou encore un sirop de cranberry qui, avec un volume diminué de 20 %, affiche 33 % de plus au litre. De quoi avaler de travers !

Tous les prix continuent d'augmenter alors que ceux de nombreuses matières premières sont à la baisse. Ainsi, sur les six derniers mois, le cours du maïs a baissé de 32 % et ce-

lui du blé de 22 % sans que cela soit répercuté sur les prix dans les rayons des magasins. La grande distribution, en effet, n'est pas en reste et prend sa part des sommes toujours plus importantes prélevées dans la poche des consommateurs. Les enseignes prétendent toutes réduire leurs marges mais font l'inverse. Ainsi, Leclerc a déclaré une marge nette de 2,4 %, en augmentation de 0,5 % par rapport à 2019, année de référence d'avant le Covid. Entre 2018 et 2022, Carrefour a presque doublé sa marge nette sur son chiffre d'affaires. Ces augmentations se calculent sur des chiffres d'affaires astronomiques.

Les travailleurs subissent cette inflation accélérée pendant que ces marges des grands groupes capitalistes font l'immense richesse de leurs actionnaires et propriétaires, tous classés au tableau des plus grandes fortunes.

Arnault-Bettencourt : super-riches et super-exploiteurs

D'après le magazine *Forbes*, Bernard Arnault serait en cette année 2023 l'homme le plus riche du monde et Françoise Bettencourt Meyers la femme la plus riche.

Loin de devoir leur fortune à un quelconque mérite personnel, Arnault et Bettencourt sont l'exemple même des rejetons de grandes familles bourgeoises nés avec une cuillère en argent dans la bouche. Bernard Arnault, PDG du groupe LVMH, numéro un mondial du luxe, a hérité de son père une grosse entreprise de BTP dans les années 1970. Lui-même vient de nommer ses enfants aux commandes de Dior et de la holding de contrôle de LVMH. Quant à Françoise Bettencourt, elle est l'héritière

du premier groupe mondial de cosmétiques L'Oréal et succède ainsi à mère, Liliane Bettencourt, qui a été elle-même femme la plus riche du monde en 2016 et 2017.

La fortune de ces deux super-riches et de leur famille, estimée à 193,7 milliards d'euros pour Arnault et à 73,8 milliards d'euros pour Bettencourt, est le résultat de l'exploitation de générations de travailleurs, en France et dans le monde entier. Elle est aussi le fruit de l'exploitation des nombreux salariés de la sous-traitance, qui travaillent directement ou indirectement pour LVMH et L'Oréal.

L'enrichissement éhonté d'Arnault et de Bettencourt se nourrit

donc de la précarité, des salaires bloqués, de l'inflation, et des conditions de travail dégradées de tous ces travailleurs. Leurs fortunes se sont aussi largement bâties, comme celles de tous les capitalistes, sur le pillage des caisses publiques, c'est-à-dire sur les largesses et subventions accordées par l'État français, au détriment des hôpitaux, des écoles ou des transports.

C'est ainsi qu'Arnault et Bettencourt ont pu être sacrés super-exploiteurs et premiers parasites de l'année 2023.

Caisse d'allocations familiales : offensive contre les pauvres

Courant mars, le Sénat a voté un texte stipulant que plus aucune allocation sociale hors retraite ne pourra être versée sur un compte non français, ou non européen, et que les conditions de résidence pour leur obtention sont modifiées.

Pour toucher les allocations familiales, il faudra désormais résider au moins six mois sur le territoire français, pour les APL ce sera huit

mois et pour le RSA neuf mois. Cette mesure vise essentiellement les bénéficiaires qui résident une partie de l'année dans leur pays d'origine.

Il s'agit de trouver tous les moyens possibles et imaginables pour réduire le nombre de bénéficiaires des prestations sociales, en y ajoutant une pointe de racisme. Le prétexte est que 351 millions d'euros de prestations seraient versés à tort.

Même si c'était le cas, ce serait une goutte d'eau par rapport à l'océan des fraudes patronales, comprises entre 7 et 25 milliards par an. Mais aucune mesure n'est prise contre cette évasion-là, qui vole vers les paradis fiscaux, tout simplement parce que les fraudeurs en cause sont les amis privilégiés du pouvoir.

Eau polluée : ça rapporte gros

Syngenta, le premier groupe mondial de l'agrochimie, déjà mis en cause pour avoir soustrait une étude sur la toxicité du glyphosate, est cette fois au centre d'une affaire de pollution des eaux potables par les résidus d'un autre produit.

Selon l'Agence de sécurité alimentaire, plus du tiers des eaux potables de France, en surface et souterraines, sont polluées par des résidus du chlorothalonil, utilisé pour les céréales, les légumes, la vigne, dont l'interdiction a été décidée en mars 2019 par les autorités sanitaires européennes car il est probablement cancérigène.

Plus de la moitié de la population française est concernée mais jusqu'à présent cette pollution n'avait pas été observée... puisque son observation n'était pas intégrée dans les plans de surveillance de la qualité de l'eau. Il faut dire que le groupe Syngenta continue de nier la dangerosité des résidus du pesticide produit dans ses usines, sans fournir de données dans ce sens. Malgré tout, le silence commence à être rompu, mais il n'est pas question de toucher aux 5,6 milliards de dollars de bénéfices de Syngenta, en augmentation de 20 % en 2022 par rapport à l'année précédente. Ce sera aux usagers de payer

des technologies de traitement de l'eau plus perfectionnées, qui permettront peut-être d'éliminer tous les résidus du pesticide, du moins en Europe puisque ce produit continue d'être exporté.

Pire, Veolia et Suez, qui exploitent la distribution de l'eau, ont le monopole d'une technologie permettant une meilleure filtration, qu'ils vont vendre aux collectivités. Cette pollution pourrait donc leur être très rentable.

Migrants : le drame continue

Le 10 avril, les gardes-côtes italiens tentaient de sauver 1 200 migrants entassés à bord de deux bateaux de pêche en mer Méditerranée. Sur une des embarcations localisée dans les eaux italiennes à 200 km de la Sicile, s'entassaient 800 migrants. Le deuxième bateau de pêche, parti de Libye, transportait 400 migrants, dont un enfant, une femme enceinte et une autre invalide.

Depuis le 7 avril, ce sont ainsi 2 000 personnes que les gardes-côtes italiens ont dû secourir. Le 9 avril, l'ONG allemande ResQship a annoncé qu'au moins deux migrants étaient morts et une vingtaine portés disparus après le naufrage de leur embarcation entre la Tunisie et l'Italie. Au total, une quarantaine de migrants

étaient à bord de cette embarcation, qui était partie de Sfax, en Tunisie. Parmi elles figuraient des hommes, des femmes et des enfants originaires notamment de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Cameroun.

Selon le ministère de l'Intérieur, plus de 14 000 migrants ont débarqué en Italie depuis le début de l'année, contre un peu plus de 5 300 durant la même période l'an dernier et 4 300 en 2021. Le gouvernement italien de Meloni est bien obligé de les accueillir, tout en multipliant les obstacles aux opérations des ONG. L'île de Lampedusa, où arrivent un grand nombre d'entre eux car elle est située à quelque 130 kilomètres des côtes tunisiennes, est ainsi transformée en camp, où les migrants sont

enfermés dès leur arrivée.

Après Lampedusa, les migrants sont acheminés vers d'autres régions d'Italie, où les conditions de vie ne sont guère meilleures. Meloni se tourne vers les autres dirigeants européens pour leur demander de ne pas laisser l'Italie seule à prendre part à l'accueil des migrants. Mais que ce soit seuls ou ensemble, on voit là quel sort les dirigeants des pays riches, qui se prétendent les représentants d'un monde civilisé, réservent à des hommes et à des femmes chassés de leur pays par l'aggravation de la crise : être parqués dans des camps, et subir, encore et toujours, la misère.

DANS LES ENTREPRISES

Salaisons de Bourbon : travailleurs en grève

Les 40 salariés de cette entreprise de Saint-Pierre sont en grève depuis le mardi 11 avril pour l'augmentation de leurs salaires.

Leur directeur ne leur propose que 2 %, en fractionné, une partie en carburant, une autre sur le salaire,

une vraie provocation au regard de l'augmentation réelle des prix à La Réunion!

La direction leur oppose aussi « *l'inflation qui touche l'approvisionnement, notamment l'importation* »... comme si elle ne répercutait

pas l'augmentation du prix de ses matières premières sur les prix facturés aux clients !

Un argument frelaté que les grévistes ont refusé d'avalier... en décidant de reconduire leur grève !

Derichebourg : la grève, c'est l'arme des travailleurs !

La trentaine d'ouvriers éboueurs de Saint-Joseph viennent de donner une leçon à leur patron, l'entreprise Derichebourg.

Ils dénonçaient en vain depuis des mois l'indifférence de leur direction face à « *un parc automobile usé, presque détruit, des épaves ambulantes, des dangers de mort sur la*

route qui mettent en danger tant le personnel que la population ».

Ils se sont mis tous en grève illimitée à partir du mardi 4 avril. 6 jours plus tard, ils faisaient plier leur direction en lui imposant une augmentation de 3,8 % des salaires pour tous les employés, un entretien des camions tous les 15 jours, un

agrandissement des locaux dédiés aux salariés (vestiaires, sanitaires...), un binôme pour l'utilisation des mini-grues et l'étalage des retenues des jours de grève sur 4 mois.

Ils ont repris le travail le 11 avril, la tête haute.

OPA de Derichebourg sur Elios : la tambouille capitaliste

Le journal économique patronal Les Échos informait ses lecteurs dans son édition datée du 18 avril courant que le groupe Derichebourg, spécialisée dans l'industrie du recyclage et du ramassage des déchets, venait de décider en ce mois d'avril

2023 d'augmenter sa participation au sein du groupe Elios, spécialisé dans la restauration, à hauteur de 48,3 % alors qu'il y avait déjà pris pied il y a un an en achetant 14,7 % de ses actions.

Les dirigeants et gros action-

naires de Derichebourg savent trouver de l'argent quand il s'agit de gonfler leurs dividendes, pas pour améliorer les conditions de travail des salariés !

EDF : « La valeur travail » pour Macron et la direction d'EDF, c'est Zéro !

Alors qu'EDF prévoyait de recruter entre 3 000 et 3 500 personnes cette année, son nouveau PDG, nommé par Macron, Luc Frémont, vient d'annoncer le gel des embauches en accusant les grévistes d'EDF d'avoir fait perdre quelques millions à l'entreprise à la suite de leurs mobilisations contre la réforme des retraites !

Si EDF est en déficit, ce n'est pas à cause de quelques journées de grève, mais parce que les gouvernements qui se sont succédé l'ont obligée à vendre un quart de sa production en-dessous de son prix de revient à ses concurrents, parce que depuis des dizaines d'années EDF n'embauche plus les techniciens et les ingénieurs capables de faire fonctionner ses centrales et de suivre par exemple le chantier de construction de l'EPR de La Hague dont le coût estimé à 3,3 milliards d'euros en 2006 en début de chantier passera, a minima, à 19 milliards (6 fois plus!) tandis que sa livraison annoncée en 2011 sera peut-être effective en 2024 !

Cette décision du PDG d'EDF est un coup de poignard dans le dos non



seulement des salariés d'EDF à qui la direction demande toujours plus de polyvalence faute d'effectifs suffisants, mais aussi contre les usagers d'EDF dont les factures ne cessent d'augmenter pour un service qui se dégrade d'année en année.

Ainsi dans le centre de La Réunion, la direction a fermé toutes

ses agences au public pour protéger soi-disant ses agents du Covid. Elle s'est bien gardée de les rouvrir avec la fin de la pandémie. De plus en plus d'abonnés se cassent le nez devant les grilles des agences fermées, et certains perdant patience en viennent à cogner contre les vitres des bureaux pour pouvoir enfin avoir en face d'eux un interlocuteur capable de régler leurs problèmes. Non contente de cela, la direction d'EDF se permet d'utiliser illégalement la force de travail des agents de sécurité pour venir en aide aux usagers ayant des difficultés à utiliser les bornes de paiement !

Dans le cadre du rattrapage convenu des effectifs au niveau national, les DOM devaient se voir attribuer 115 embauches, dont entre 25 et 30 pour La Réunion. En fermant les vannes de l'embauche EDF va laisser sur le carreau autant de jeunes décidés à travailler, mais qui resteront au chômage.

Y en a marre de cette société là !

Embauches à la SPL Estival : deux poids, deux mesures !!

Le directeur de la SPL Estival est tellement débordé de travail qu'il a besoin d'un adjoint pour le seconder dans ses tâches. L'affaire est tellement urgente qu'il aurait déjà contacté une dizaine de candidats.

S'il y a de l'argent pour la direction d'Estival, les conducteurs ne voient pas comment elle pourrait prétendre qu'il n'y en aurait pas pour étoffer leur groupe en procédant là aussi aux embauches nécessaires alors qu'ils tirent régulièrement la sonnette d'alarme sur le manque d'effectifs, les difficultés pour assurer la continuité de service lors des absences imprévues de personnels (arrêt maladie) ou pour renforcer la fréquence de passage des bus !

La direction lassé roul a nou ! Les conducteurs disent stop !



CHINE-ÉTATS-UNIS

Préparatifs guerriers

Entre le samedi 8 avril et le dimanche 10, l'armée chinoise a déployé autour de Taïwan onze bateaux de guerre et plus de 70 avions, simulant l'encerclement de l'île ainsi que son bombardement. La Chine répondait ainsi à la visite en Californie de la présidente de Taïwan, Tsai Ing-wen.

Cette visite, le 5 avril, s'inscrit dans la préparation de l'élection présidentielle taïwanaise de janvier 2024, une campagne que Tsai Ing-wen mène pour le compte de son parti, le DPP. Son escale américaine lui aura permis de se donner une stature internationale. Elle a salué le soutien indéfectible des États-Unis et de Kevin McCarthy, président de la Chambre des représentants américains, qui en a profité pour appeler son pays à continuer à vendre des armes à Taïwan. Les uns comme les autres espèrent ainsi enrayer la perte

de vitesse du DPP sur l'île et justifier auprès de la population taïwanaise la nécessité de l'indépendance, alors qu'une partie grandissante semble en douter, si l'on en croit la défaite que le DPP a subie aux élections locales de novembre dernier au profit de son concurrent, le KMT, qui défend une ligne de statu quo, voire de rapprochement avec Pékin.

Les dirigeants du DPP et les dirigeants américains ont sans doute estimé que la réaction militaire du gouvernement chinois, s'il y en avait une, légitimerait aussi la position du DPP. Cette réaction était en effet prévisible et sans aucun doute prévue. Alors que le gouvernement de Pékin affirme depuis toujours que Taïwan fait partie de la Chine et que son indépendance formelle est un motif de guerre, les États-Unis et le DPP, avec ces contacts d'officiels au plus haut niveau, font monter la pression. Ils

savent pertinemment que le gouvernement chinois ne peut pas ne pas répondre.

L'armée chinoise s'est ainsi déployée pendant trois jours. Les États-Unis en ont profité pour observer les capacités militaires de la marine chinoise et pour montrer à leur tour leur présence et leur puissance. Ils ont ainsi déployé le 9 avril un destroyer en mer de Chine méridionale. Et mardi 11 avril, ils ont entamé leurs exercices militaires annuels conjoints avec les Philippines en mobilisant au total 18 000 soldats, deux fois plus qu'en 2022.

Les dirigeants taïwanais et américains préparent les esprits à la guerre. Les dirigeants chinois ne sont pas en reste. Taïwan et ses 23 millions d'habitants deviennent ainsi l'enjeu d'un affrontement qui les dépasse.

RUSSIE

La guerre, ses opportunités et ses victimes

Poutine a récemment reconnu publiquement que les sanctions occidentales mettaient à mal l'économie russe. Sans doute pour contrebalancer cet aveu, les autorités russes ont publié le 30 mars des interviews et déclarations sur une industrie en plein essor : celle qui conçoit et produit des prothèses pour les invalides.

À qui en douterait, la demande en ce domaine a explosé depuis un peu plus d'un an, comme les bombes en Ukraine. Mais pas plus à propos des invalides que des tués sur le front ukrainien, il n'est question que les dirigeants russes permettent de se faire une idée de l'ampleur des pertes, qui reste secret-défense. C'est tout juste si la vice-ministre de l'Industrie et du

Commerce a indiqué que « *l'âge moyen des blessés revenant de l'opération militaire spéciale est de 27 ans* ». Autrement dit, il s'agit de jeunes hommes, engagés, appelés ou conscrits qui, malgré toutes les affirmations ministérielles de ces derniers jours sur l'amélioration de la qualité des prothèses, ont devant eux une vie de handicapé. Et ce n'est pas fini, la guerre non plus.

Cela fait en tout cas les beaux jours des 250 sociétés de matériel paramédical dont les médias russes disent qu'elles tournent à plein rendement.

Peut-être en écho à des plaintes bien réelles mais dont les médias officiels ne disent rien, la vice-ministre

de l'Industrie a certes concédé son inquiétude quant à la qualité de certaines productions paramédicales russes. Mais que les invalides de guerre et ceux qui risquent de le devenir se rassurent : le pouvoir a nommé... des experts pour faire le point. La guerre ne va pas s'arrêter de sitôt car, même si cela n'est pas dit par le Kremlin, les puissances de l'OTAN et Poutine n'y ont pas intérêt en l'état. Les industriels russes du paramédical auront donc amplement le temps de corriger le tir, ou pas, mais dans tous les cas celui d'empocher de nouvelles dotations.

Opération Wuhambushu : Darmanin le m'as-tu « vu en boucher » français!

À l'occasion de son passage à Mayotte en janvier dernier, Darmanin, le ministre de l'Intérieur, avait rappelé que « 1 300 policiers et gendarmes étaient d'ores et déjà installés sur l'île qui compte 300 000 habitants. C'est-à-dire que pour une population sept fois moins nombreuse que la région lyonnaise, il y a deux fois plus de policiers et de gendarmes » et annoncé que des policiers du Raid allaient être maintenus en renfort pour plusieurs mois, après la flambée de violences sur l'île au mois de novembre. Il avait par ailleurs ajouté qu'il était « favorable à un durcissement du droit du sol à Mayotte ».

Trois mois plus tard, le même annonce une opération de destruction massive des « construction illégales » visant principalement les Comoriens venant d'Anjouan, qui, pour fuir la misère régnant dans leur pays, ont émigré vers Mayotte où certains sont installés parfois depuis des dizaines d'années. Il a dit son intention d'en renvoyer vingt mille aux Comores.

La politique du gouvernement consiste à mener la chasse aux immigrants, pour en faire des boucs émissaires de la crise qui sévit à Mayotte et se traduit par un déficit grave d'écoles, d'hôpitaux et d'eau potable pour les deux tiers de la population.

Au lieu d'effectuer les investissements nécessaires pour répondre aux



besoins élémentaires de la population, il préfère désigner les immigrants et aussi les plus pauvres des Mahorais comme les responsables de l'insécurité dans l'île.

L'opération Wuhambushu vise à expulser de Mayotte plus de vingt mille originaires des Comores, mais aussi de Madagascar et de l'Afrique de l'Est.

Pour cela plus de mille policiers et militaires sont en train d'être acheminés de France. Des millions d'euros vont être dépensés pour leur transport, leur hébergement et leur entretien. Des millions qui auraient bien mieux servi dans les services publics mahorais à l'agonie.

Au lieu de s'attaquer aux responsables de la misère, de la vie chère et du sous-développement, les responsables de l'impérialisme français ont choisi de manier le bâton contre les plus pauvres.

Ils ne peuvent que s'attirer leur haine et leur colère.

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal Lutte ouvrière - Île de La Réunion pour une période de.....mois

NOM:

Prénom :

Adresse:

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter : Lutte ouvrière BP 184 97470 SAINT-BENOÎT e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale Lutte ouvrière Commission paritaire n° 1019C85576 Directeur de publication : Didier Lombard Tirage : 100 exemplaires ISSN : 2552-7282

Visiter le site https://www.lutte-ouvriere.org/